



MICHEL SAPIN  
MINISTRE DES FINANCES ET DES COMPTES PUBLICS

**Discours de clôture à l'occasion du déjeuner du V 20**  
**(groupe des 20 pays les plus vulnérables au changement climatique**  
**présidé par les Philippines)**

**Intervention de Michel SAPIN,**  
**ministre des Finances et des Comptes publics**

***LIMA***

*Jeudi 8 octobre 2015*

Contact presse :

Cabinet de Michel SAPIN

01 53 18 41 13



Mesdames et messieurs les ministres, chers collègues,

Tout d'abord, je tiens à remercier le ministre César PURISIMA pour son invitation. Je suis honoré de participer en tant qu'observateur à la première réunion du groupe des *Vulnerable 20*, qui a une résonnance tout particulière à moins de deux mois de la COP21.

Vos pays sont particulièrement vulnérables. Ils sont exposés à des événements climatiques extrêmes mais aussi aux impacts plus lents et tout aussi dramatiques des changements climatiques : des sécheresses accrues en Afrique, la montée des eaux qui menace les zones côtières en Asie, et constitue un risque existentiel pour les petits Etats insulaires. Vous disiez récemment, monsieur le ministre, qu'aux Philippines trois des typhons les plus meurtriers de l'histoire ont eu lieu ces quatre dernières années. Ces catastrophes ont un coût humain, mais aussi social et économique élevé : le coût des destructions des infrastructures et des logements bien sûr, mais aussi l'impact fortement négatif sur la croissance, du fait de la volatilité des revenus agricoles par exemple. Le changement climatique, c'est donc également un sujet économique et financier. C'est aussi pour cela que les ministres des finances des pays vulnérables doivent s'emparer aussi de ces sujets climatiques : c'est ce que vous faites aujourd'hui, et je ne peux que m'en réjouir.

Le changement climatique affecte tous les pays, mais les pays les plus exposés, les plus vulnérables sont tous des pays en développement, parmi lesquels beaucoup de pays pauvres et quelques pays à revenu intermédiaire. C'est en priorité à leur égard que nous devons faire preuve de solidarité. Le résultat de Paris doit permettre cette solidarité et soutenir les actions d'adaptation sur le terrain, permettant la transformation grâce à la mise en place de politiques dédiées, d'infrastructures ou encore d'agricultures résilientes. Je parle d'adaptation parce que vos pays sont faiblement émetteurs. Avec vos INDC vous vous engagez, et je vous en félicite, sur des objectifs d'atténuation, mais l'enjeu majeur pour vos pays c'est bien l'adaptation au changement climatique.

L'adaptation au changement climatique sera une des composantes clés de l'accord de Paris, et l'équilibre politique entre adaptation et atténuation est une demande politique forte de la part des pays en développement.

C'est en ce sens que la décision a été prise avec le soutien actif de la France de consacrer 50% des financements du Fonds vert pour le climat à l'adaptation.



Un certain nombre d'actions sont déjà engagées sur le terrain, et je souhaite ici les saluer. Je sais combien vos gouvernements sont mobilisés et mettent déjà en place des politiques et des actions structurantes.

Les initiatives internationales se multiplient. Le SGNU travaille à une initiative ombrelle sur la résilience. Le G7 a récemment endossé deux initiatives : CREWS, sur les systèmes d'alertes précoces, qui a été lancée à Sendai et devrait bénéficier de 110 millions de dollars sur 8 ans, pour la première phase, de la part de multiples donateurs ; et InsuResilience, qui a pour objectif de couvrir 400 millions de personnes avec une assurance contre les risques climatiques.

Certains pays et institutions ont par ailleurs annoncé leur intention d'augmenter leurs financements climat pour l'adaptation, par le biais de dons et de mécanismes innovants comme l'*African Risk Capacity* ou la *Caribbean Catastrophe Risk Insurance Facility* (CCRIF).

**La France a annoncé une augmentation progressive de ses financements climat de 2Mds d'euros par an – ce qui nous amènera à plus de 5 Mds en 2020. Ces financements seront aussi des dons, à hauteur de 350 M euros d'ici 2020, ce qui augmentera substantiellement la part dédiée à l'adaptation.**

Je crois que ces initiatives et engagements constituent les premières pierres d'un édifice que nous essayons de bâtir ensemble, et qui doit permettre aux pays les plus vulnérables de renforcer leur résilience et de s'adapter aux effets des changements climatiques.

L'accord de Paris devra permettre d'apporter aux pays les plus pauvres et les plus vulnérables les soutiens financiers nécessaires pour les aider à mettre en place les politiques, instruments et actions qui répondent aux besoins d'adaptation sur leur territoire.

Mais il devra aussi nous permettre, au cours du temps, de revenir sur des trajectoires de développement compatibles avec l'objectif de limitation des températures à 2°C, voire à 1,5°C. En effet nous devons bien sûr nous adapter aux changements déjà en cours mais nous devons aussi limiter, contenir les futurs changements. J'espère que les progrès accomplis aujourd'hui dans le cadre du V20 pourront venir nourrir les travaux des négociateurs et contribuer à l'élan politique mondial sur le climat.

Merci.